

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 mai 2019

LOI D'ORIENTATION DES MOBILITÉS - (N° 1831)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CD841

présenté par

M. Saddier, Mme Duby-Muller, M. Cinieri, Mme Anthoine, Mme Bazin-Malgras, M. Sermier,
M. Bony, M. de Ganay, M. Lurton, M. Abad, Mme Poletti, M. Bazin, M. Menuel, M. Hetzel,
M. Brun, Mme Bassire, M. Masson et M. Viala

ARTICLE 4

Rédiger ainsi la seconde phrase de l'alinéa 14 :

« Elle peut associer à ce contrat les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ou tout autre partenaire concerné au titre de ses compétences en matière de gestion des infrastructures et de la voirie. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les contrats opérationnels de mobilité permettent de définir les modalités de l'action commune des autorités organisatrices de la mobilité. Néanmoins de nombreuses actions, notamment le suivi de la mise en œuvre des opérations de mise en accessibilité, nécessitent une étroite collaboration avec les gestionnaires d'infrastructures et les gestionnaires de voirie.

Cet amendement offre donc aux régions la faculté de les associer aux contrats opérationnels de mobilité.